

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy le, 23 JUIL. 2019

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CC

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,**  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Arrêté préfectoral complémentaire n°PAIC-2019-0094  
relatif au quai de transfert de Rumilly exploité par la Communauté de Communes Rumilly  
Terre de Savoie**

VU le code de l'environnement et notamment les articles R.512-39-1 à R.512-39-3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, et notamment son article 43,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'incinérateur n° 1656-75 du 8 août 1975,

VU la déclaration de cessation d'activité du four d'incinération de déchets du 15 mars 2017,

VU la déclaration de changement d'exploitant au bénéfice de la C3R effectuée le 16 mars 2017,

VU dossier de modification des installations de novembre 2017 établi par l'Apave,

VU l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri et regroupement en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 25 juin 2019,

VU l'absence d'observations sur le projet d'arrêté complémentaire de la part de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie.

**CONSIDERANT** que le four d'incinération a été définitivement arrêté et la fosse recevant les déchets a été reconverti en quai de transfert de déchets non dangereux depuis 2005 et que l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ne s'applique plus au site,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité au vu des modifications intervenues dans l'établissement,

SUR la proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'arrêté d'autorisation du 8 août 1975 sont abrogées et remplacées par les dispositions des articles 2, 3, et 4.

### Article 2

La Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie, ci-après désignée l'exploitant, exploitera l'établissement situé route des bois « Broise » à Rumilly conformément :

- au dossier de modifications des installations de novembre 2017 établi par l'Apave,
- aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité selon les modalités de son annexe III.

### Article 3

La cessation d'activité définitive du quai de transfert devra s'effectuer selon les modalités applicables aux installations soumises à autorisation, conformément aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'environnement.

### Article 4

Le présent arrêté sera notifié au président de la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée par le biais du portail « Télérecours citoyens » accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### Article 5

Madame la secrétaire générale de la préfecture et Madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont une copie sera adressée au maire de Rumilly.

Le Préfet,

Pour le préfet,  
la directrice de cabinet  
chargée de la suppléance du secrétaire général

  
Aurélien LEBOURGEOIS